



PREMIER MINISTERE

VISA:

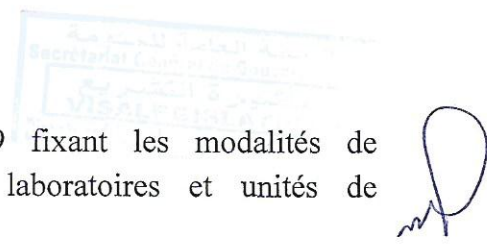
DGLTEJO	DGFP	DGB	CF
			

Décret n°/PM/2015 fixant la composition et le fonctionnement du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (CNESRS).

LE PREMIER MINISTRE

Sur Rapport du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et du Ministre des Finances;

- Vu la Constitution du 20 Juillet 1991, révisée en 2006 et 2012 ;
- Vu l'ordonnance n° 90-09 du 4 avril 1990 portant statut des établissements publics et des sociétés à capitaux publics et régissant les relations de ces entités avec l'Etat ;
- Vu la loi 2010-043 du 21 juillet 2010, modifiée, relative à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche Scientifique ;
- Vu le décret n°157-2007 du 06 septembre 2007 relatif au Conseil des Ministres, et aux attributions du Premier Ministre et des Ministres;
- Vu le décret n° 183-2014 du 20 août 2014 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n° 184-2014 du 21 août 2014 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n°017-2015 du 16 janvier 2015 portant nomination de certains membres du Gouvernement ;
- Vu le décret 006-2014 du 06 janvier 2014 fixant les attributions du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et l'organisation de l'administration centrale de son département ;
- Vu le décret n°86-2011 du 30 mai 2011 fixant les attributions du Ministre des Finances et l'organisation de l'administration centrale de son département ;
- Vu le décret n° 2006-126 en date du 4 décembre 2006, modifié, portant statut des enseignants chercheurs universitaires et hospitalo-universitaires;
- Vu le décret n° 2006-136 du 11 décembre 2006, modifié, portant statut particulier du corps des enseignants technologues

- 
- Vu le décret 2009-163 en date du 26 avril 2009 fixant les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des laboratoires et unités de recherche scientifique ;
 - Vu l'arrêté n° 1159-2011 en date du 29 mai 2011 fixant les critères d'éligibilité aux statuts d'unité de recherche et de laboratoire de recherche au sein des établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique ;
 - Vu l'arrêté n° 1902-2011 en date du 9 octobre 2011 approuvant le cahier des normes pédagogiques nationales des cycles de Licence et de Master ;
 - Vu l'arrêté n° 841-2013 en date du 20 mai 2013 relatif aux études doctorales ;

Le Conseil des Ministres entendu le, 29 avril 2015;

Décrète :

Article premier. En application des dispositions de l'article 52 de la loi n° 2010-043 du 21 juillet 2010, le présent décret a pour objet de fixer la composition et le fonctionnement du Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, ci-après dénommé «Le Conseil»,

Chapitre I – Attributions du Conseil

Article 2. Le Conseil est un organe consultatif qui donne son avis sur toutes les questions pédagogiques et académiques ainsi que les politiques et stratégies de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

A cet effet, il donne son avis sur :

- l'orientation, la coordination et l'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- les principaux éléments de la politique contractuelle définissant les rapports entre les établissements d'enseignement supérieur et/ou de recherche d'une part et l'Etat d'autre part ainsi que les modèles types de contrats programmes ;
- les normes et critères de qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique;
- l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur et/ou de recherche, des filières d'enseignement, et des structures de recherche aussi bien publics que privés;
- la définition des normes nationales relatives à la carrière des enseignants du supérieur et des chercheurs, et l'application de ces normes par les différents établissements publics d'enseignement supérieur ;
- la définition des priorités nationales en matière de recherche scientifique ;
- la qualité et la pertinence des programmes d'enseignement et de recherche;
- la création des universités et des établissements d'enseignement supérieur et/ou de recherche scientifique publics et privés ;

- l'accréditation des écoles doctorales, des filières d'enseignement et des structures de recherche ;
- les mécanismes de régulation et de plafonnement du nombre de nouveaux étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur;
- la nomenclature, la reconnaissance et l'équivalence des diplômes des universités et des autres établissements d'enseignement supérieur et/ou de recherche scientifique publics et privés ;
- la définition des normes et procédures d'accréditation des établissements privés d'enseignement supérieur ;
- l'élaboration des principaux éléments d'une politique d'enseignement à distance et de formations continues.

En plus des attributions susmentionnées, le Conseil :

- Présente chaque année au Premier Ministre, un rapport sur l'état et les perspectives du système de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ainsi qu'un rapport sur ses activités durant l'année écoulée.
- établit son règlement intérieur.

Chapitre II – Composition du Conseil

Article 3. Le Conseil est présidé par le Ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ou de son représentant.

Article 4. La composition du Conseil est fixée comme suit :

- Un conseiller à la Présidence ;
- Un Conseiller au Premier Ministère ;
- Un conseiller du Ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- Les Présidents d'universités publiques ;
- Trois (3) personnalités mauritaniennes reconnues pour leurs expériences dans l'enseignement supérieur et/ou la recherche scientifique;
- un (1) enseignant-chercheur en sciences humaines et sociales ;
- un (1) enseignant-chercheur en sciences juridiques ;
- un (1) enseignant-chercheur en sciences économiques ou de gestion ;
- un (1) enseignant hospitalo-universitaire ;
- un (1) enseignant chercheur en Biologie ou en Géologie ;
- un (1) enseignant chercheur en physique ou Chimie ;
- un (1) enseignant chercheur en Mathématiques ou Informatique ;
- un (1) enseignant technologue, exerçant dans une école d'ingénieurs.

Les membres du Conseil sont nommés par arrêté du Ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour une durée de deux ans renouvelables.

Article 5 : Le Conseil est doté d'un secrétariat permanent rattaché au cabinet du Ministre chargé de l'enseignement supérieur. Le secrétariat permanent du Conseil est dirigé par un fonctionnaire de la catégorie A de rang de chef de service, désigné par décision dudit Ministre.

Article 6 : Le Conseil peut, en cas de besoin, faire appel au concours de consultants et d'experts externes avec lesquels il peut contracter sur la base de cahiers des charges, établis conformément aux conditions prévues par son règlement intérieur.

Chapitre III –Fonctionnement du Conseil

Article 7 : Le Conseil se réunit en session ordinaire trois fois par an. Des sessions extraordinaires peuvent être organisées sur convocation de son Président.

Le Secrétariat permanent du Conseil établit l'ordre du jour des sessions du Conseil et dresse la convocation de ses membres.

Les convocations sont adressées aux membres du Conseil, huit (08) jours au moins avant la date de la réunion.

Les convocations peuvent être adressées par courrier électronique.

En cas d'urgence, la convocation comportant l'ordre du jour est transmise aux membres du Conseil trois (3) jours au moins avant la date de la réunion.

Article 8 : Le Conseil ne peut valablement émettre d'avis que si les deux tiers de ses membres au moins sont présents à l'ouverture de la première séance. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, il en est fait mention dans le procès-verbal et il est procédé à une nouvelle convocation dans un délai de cinq (5) jours. Le Conseil délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Article 9 : les membres du Conseil et toute autre personne ayant assisté aux séances sont soumis à l'obligation de discrétion professionnelle.

Le Président du Conseil peut inviter, à titre consultatif, toute personne concernée par la question à examiner par le Conseil et dont l'audition est de nature à éclairer le débat.

Les avis et recommandations du Conseil sont adoptés à la majorité simple des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 10 : Un procès-verbal de délibérations est établi par le Secrétaire permanent du Conseil assisté par deux rapporteurs désignés par le Président de la séance. Ce procès-verbal est signé par les membres présents.

Article 11 : Les crédits nécessaires au fonctionnement du Conseil sont inscrits au budget du Ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Le Président du Conseil est l'ordonnateur de ces crédits. Il peut déléguer cette compétence au Secrétaire Général du Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

Article 12 : Les membres du Conseil bénéficient d'honoraire dont le montant et les modalités d'attribution sont fixés par arrêté conjoint du Ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et du Ministre chargé des Finances.

Article 13 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Article 14 : Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

02 JUL 2015

Fait à Nouakchott, le

Yahya Ould Hademine



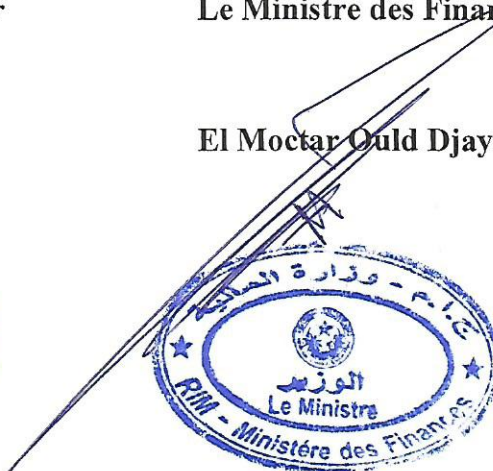
**Le Ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique**

Dr. Sidi Ould Salem



Le Ministre des Finances

El Moutar Ould Djay



Ampliations:

MGG/PR	2
SGG	2
MEENESRS	2
MF	2
DGLTEJO	2
IGE	2
J.O	2
A.N	2

شرف - إخاء - عدل

الجمهورية الإسلامية الموريتانية
الوزارة الأولى

التأشيرات

م.ع.ت.ن.ج.ر.	م.ع.و.ع.	م.ع.م.	ر.م.

مرسوم رقم/و.ا. 2015/119
العلمي والبحث العلمي (م.و.ت.ع.ب.ع.).

إن الوزير الأول

بناء على تقرير مشترك من وزير التعليم العالي والبحث العلمي و وزير المالية؛

وبعد الإطلاع على:

- دستور 20 يوليو 1991 المراجع في سنتي 2006 و 2012 ؛
- الأمر القانوني رقم 90 - 09 الصادر بتاريخ 4 إبريل 1990 المتضمن النظام الأساسي للمؤسسات العمومية والشركات ذات رأس المال العمومي والمنظم لعلاقات هذه الكيانات مع الدولة؛
- القانون رقم 2010 - 043 الصادر بتاريخ 21 يوليو 2010 المتعلق بالتعليم العالي والبحث العلمي؛
- المرسوم رقم 157 - 2007 الصادر بتاريخ 06 سبتمبر 2007 المتعلق بمجلس الوزراء وصلاحيات الوزير الأول والوزراء؛
- المرسوم رقم 183-2014 الصادر بتاريخ 20 أغسطس 2014 القاضي بتعيين الوزير الأول؛
- المرسوم رقم 184-2014 الصادر بتاريخ 21 أغسطس 2014 القاضي بتعيين أعضاء الحكومة؛
- المرسوم رقم 017-2015 الصادر بتاريخ 16 يناير 2015 القاضي بتعيين بعض أعضاء الحكومة؛
- المرسوم رقم 006 - 2014 الصادر بتاريخ 6 يناير 2014 المحدد لصلاحيات وزير التعليم العالي والبحث العلمي وتنظيم الإدارة المركزية لقطاعه؛
- المرسوم رقم 86 - 2011 الصادر بتاريخ 30 مايو 2011 المعدل المحدد لصلاحيات وزير المالية وتنظيم الإدارة المركزية لقطاعه؛
- المرسوم رقم 126-2006 الصادر بتاريخ 4 دجبر 2006، المعدل، المتضمن النظام الأساسي للمدرسين الباحثين الجامعيين و الإستشفائيين الجامعيين ؛
- المرسوم رقم 136-2006 بتاريخ 11 دجبر 2006، المعدل، المتضمن النظام الخاص للمدرسين التكنولوجيين ؛
- المرسوم 163-2009 الصادر بتاريخ 26 أبريل 2009 المحدد لآليات إنشاء وتنظيم و سير مخابر و وحدات البحث العلمي.
- المقرر رقم 1159-2011 الصادر بتاريخ 29 مايو 2011 المحدد لمعايير القبول في نظامي مختبر البحث و وحدة البحث لدى مؤسسات التعليم العالي والبحث العلمي؛
- المقرر رقم 1902-2011 بتاريخ 9 أكتوبر 2011 القاضي باعتماد دفتر الضوابط التربوية الوطنية لمرحلتى اللسانص والماستر.



- المقرر رقم 841-2013 بتاريخ 20 مايو 2013 المتعلق بدراسات الدكتوراه؛

وبعد استماع مجلس الوزراء بتاريخ: 30 ابريل 2015؛

يرسم:

المادة الأولى: تطبيقا للمادة 52 من القانون رقم 043-2010 بتاريخ 21 يوليو 2010، يهدف هذا المرسوم إلى تحديد تشكيلة وسير عمل المجلس الوطني للتعليم العالي والبحث العلمي، المشار إليه فيما يلي بـ "المجلس".

الفصل الأول : اختصاصات المجلس

المادة 2: المجلس هيئة استشارية يبدي رأيه في كل القضايا التربوية والأكاديمية وفي سياسات و استراتيجيات تطوير التعليم العالي والبحث العلمي.

ولهذا الغرض فإنه يبدي رأيه حول:

- توجيه و تنسيق و تقييم التعليم العالي والبحث العلمي؛
- العناصر الرئيسية للسياسة التعاقدية المحددة للعلاقة بين مؤسسات التعليم العالي و/ أو البحث من جهة والدولة من جهة أخرى، و كذلك نماذج العقود-البرامج؛
- ضوابط و معايير الجودة بالنسبة للتعليم العالي والبحث العلمي؛
- تقييم مؤسسات التعليم العالي و/أو البحث والشعب التعليمية وبنيات البحث سواء العامة أو الخاصة؛
- تحديد المعايير الوطنية المتعلقة بالمسار المهني لمدربي التعليم العالي و الباحثين، و تطبيق هذه المعايير من قبل مختلف مؤسسات التعليم العالي العمومي؛
- تحديد الأولويات الوطنية في مجال البحث العلمي؛
- جودة ووجاهة برامج التعليم والبحث؛
- إنشاء الجامعات و مؤسسات التعليم العالي و/أو البحث العلمي العامة و الخاصة ؛
- اعتماد مدارس الدكتوراه، وشعب التعليم و بنيات البحث؛
- آليات التنظيم و تحديد السقف في أعداد الطلاب الجدد في مؤسسات التعليم العالي؛
- تسمية الشهادات الصادرة عن الجامعات و مؤسسات التعليم العالي و/أو البحث العلمي العامة و الخاصة و كذلك الاعتراف بتلك الشهادات ومعادلتها؛
- تحديد معايير وإجراءات اعتماد مؤسسات التعليم العالي الخاصة ؛
- تحديد العناصر الرئيسية لسياسة التعليم عن بعد والتكوين المستمر.

بالإضافة إلى الاختصاصات المذكورة آنفا فإن المجلس:

- يقدم سنويا للوزير الأول تقريرا عن حالة و آفاق منظومة التعليم العالي والبحث العلمي وتقريراً عن أنشطته خلال العام المنصرم؛
- يعد نظامه الداخلي.

الفصل الثاني : تشكيلة المجلس

المادة 3: يرأس المجلس الوزير المكلف بالتعليم العالي والبحث العلمي أو ممثله.

المادة 4: يتشكل المجلس على النحو التالي:

- مستشار برئاسة الجمهورية؛
- مستشار بالوزارة الأولى؛



- مستشار للوزير المكلف بالتعليم العالي والبحث العلمي؛
- رؤساء الجامعات العمومية؛
- ثلاث (3) شخصيات موريتانية معترف بخبرتهم في مجال التعليم العالي و/أو البحث العلمي؛
- مدرس باحث واحد (1) في العلوم الإنسانية والاجتماعية؛
- مدرس باحث واحد (1) في العلوم القانونية؛
- مدرس باحث واحد (1) في العلوم الاقتصادية أو التسيير؛
- مدرس استشفائي واحد (1)؛
- مدرس باحث واحد (1) في البيولوجيا أو الجيولوجيا؛
- مدرس باحث واحد (1) في الفيزياء أو الكيمياء؛
- مدرس باحث واحد (1) في الرياضيات أو علوم الحاسب الآلي؛
- مدرس تكنولوجي يزاول التدريس في مدرسة للمهندسين.

يتم تعيين أعضاء المجلس بموجب مقرر من الوزير المكلف بالتعليم العالي والبحث العلمي لمدة سنتين قابلة للتجديد.

المادة 5: تنشأ لدى المجلس سكرتاريا دائمة ملحقة بديوان الوزير المكلف بالتعليم العالي يرأسها موظف من الفئة (أ) برتبة رئيس مصلحة، معين بموجب قرار من الوزير المكلف بالتعليم العالي.

المادة 6: يجوز للمجلس إذا لزم الأمر، اللجوء إلى مساعدة استشاريين وخبراء خارجيين يمكنه التعاقد معهم على أساس الشروط المنصوص عليها في نظامه الداخلي.

الفصل الثالث- سير عمل المجلس

المادة 7: يجتمع المجلس في دورة عادية ثلاث مرات في السنة. و يمكن تنظيم دورات استثنائية بناء على استدعاء من رئيسه.

تعد السكرتاريا الدائمة المجلس جدول أعمال دورات المجلس وتحضر استدعاء أعضائه.

يتم إرسال الاستدعاءات إلى أعضاء المجلس ثمانية (08) أيام على الأقل قبل تاريخ الاجتماع.

و يمكن إرسال الاستدعاءات عبر البريد الإلكتروني.

في حالة الاستعجال، يتم إرسال الاستدعاء المتضمن جدول الأعمال إلى أعضاء المجلس ثلاثة (3) أيام على الأقل قبل تاريخ الاجتماع.

المادة 8: لا يمكن للمجلس أن يصدر رأيا صحيحا إلا إذا حضر ثلثي أعضائه على الأقل عند انعقاد الجلسة الأولى و إذا لم يتم التوصل إلى هذا النصاب القانوني، يشار إلى ذلك في محضر الجلسة، ثم تتم الدعوة لاجتماع جديد في غضون خمسة (5) أيام. يداول المجلس عندها بشكل صحيح بغض النظر عن عدد الأعضاء الحاضرين.

المادة 9: يخضع أعضاء المجلس و أي شخص آخر حضر جلساته للالتزام بالسرية المهنية.

يمكن لرئيس المجلس دعوة أي شخص ذي صلة بالقضية التي ينظر فيها من قبل المجلس، بصفة استشارية، والذي من شأن الاستماع إليه إثراء النقاش.

يتم اعتماد آراء وتوصيات المجلس بالأغلبية البسيطة للأعضاء الحاضرين و في حالة التعادل، يكون صوت رئيس المجلس مرجحا.

المادة 10: يتم إعداد محضر مداولات المجلس من طرف سكرتيه الدائم بمساعدة مقررين اثنين يعينهما رئيس الجلسة. ويوقع هذا المحضر من قبل الأعضاء الحاضرين.

المادة 11: تدرج الاعتمادات المالية اللازمة لسير عمل المجلس ضمن ميزانية الوزارة المكلفة بالتعليم العالي والبحث العلمي.

١٠

رئيس المجلس هو الأمر بصرف هذه الاعتمادات المالية، ويمكنه أن يفوض هذه السلطة إلى الأمين العام للوزارة المكلفة بالتعليم العالي والبحث العلمي.

المادة 12: يتمتع أعضاء المجلس بتعويضات عن أتعابهم سيحدد مبلغها و طرق منحها بموجب مقرر مشترك بين الوزير المكلف بالتعليم العالي والبحث العلمي و الوزير المكلف بالمالية.

المادة 13: تلغى كافة الترتيبات السابقة المخالفة لهذا المرسوم.

المادة 14: يكلف وزير التعليم العالي والبحث العلمي ووزير المالية، كل في ما يعنيه، بتطبيق هذا المرسوم الذي سينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الإسلامية الموريتانية.

نواكشوط بتاريخ 02 JUL 2015.....



يحيى ولد حديم

وزير المالية
المختار ولد اجاي



وزير التعليم العالي والبحث العلمي

د. سيدي ولد سالم



التوزيع:

- و.أ.ع.ر.ج. 2..
- أ.ع.ح. 2..
- و.ت.ع.ب.ع. 2..
- و.م. 2..
- م.ع.ت.ن.ج.ر. 2..
- م.ع.د. 2..
- ج.ر. 2..
- أ.و. 2..